

DELIBERATION CA052-2014

Vu le décret 71-871 du 25 octobre 1971 portant création de l'Université d'Angers
Vu les articles L123-1   L123-9 du code de l' ducation
Vu le livre VII du code de l'éducation et notamment son article L719-7
Vu le code des statuts et règlements de l'Université d'Angers

Vu les convocations envoyées aux membres du conseil d'administration le 12 septembre 2014.

■ **Objet de la délibération** Motion « Sciences en marche »

Le conseil d'administration réuni le 26 septembre 2014 en formation plénière, le quorum étant atteint, arrête :

La motion "Sciences en marche" a été présentée aux membres du Conseil d'Administration.

Cette motion a été adoptée à l'unanimité avec 21 voix pour.

Fait   Angers, 6 octobre 2014

Jean-Paul SAINT-ANDRÉ
Président de l'Université d'Angers

*Pour le président
Et par délégation
Le Directeur général des services*



La présente délibération est immédiatement exécutoire. Elle pourra faire l'objet d'un recours administratif préalable auprès du Président de l'Université dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Conformément aux articles R421-1 et R421-2 du code de justice administrative, en cas de refus ou du rejet implicite consécutif au silence de ce dernier durant deux mois, ladite décision pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois. Passé ce délai, elle sera reconnue définitive.

Affiché le : **9 octobre 2014**

Angers

Motion du Conseil d'administration de l'Université de Strasbourg
en soutien à « Sciences en marche »

(Le 16 septembre 2014)

Le Conseil d'administration de l'Université de Strasbourg réuni le 16 septembre 2014, apporte son soutien à l'action nationale « Sciences en marche ». Après avoir alerté à plusieurs reprises le gouvernement sur l'insuffisance des dotations d'Etat et la situation budgétaire très difficile des universités françaises, les membres du Conseil d'administration approuvent les grandes orientations définies par « Sciences en marche » en vue de sortir de la « crise profonde » que traversent l'Enseignement supérieur et la Recherche (ESR). Ils soulignent ainsi l'urgence qu'il y a à soutenir l'emploi scientifique « à tous les niveaux de l'ESR » et à « renforcer les crédits de base des laboratoires et des universités ». Ils soutiennent les objectifs de « reconnaître le doctorat dans les conventions collectives » et de « faciliter l'emploi des docteurs et la diffusion de la culture scientifique ». Ils partagent enfin le souci de « Sciences en marche » de « convaincre le public » et plus largement tous nos concitoyens que « l'ESR joue un rôle important à la fois dans l'activité économique et dans la réflexion politique de notre pays ». Les actions initiées par « Sciences en marche » nous rappellent avec force que l'Enseignement supérieur et la Recherche doivent être des priorités nationales.

Motion adoptée à l'unanimité

→ CA 26.9.14